

République Française
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement
et des Espaces Naturels

**Arrêté préfectoral imposant à la société "Générale de Poteries d'Alsace" (GPA)
à DIEMERINGEN des analyses de ses effluents atmosphériques,
ainsi que des travaux visant à caractériser et réduire l'impact
de ses rejets sur le milieu aquatique**

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 21 janvier 1998,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du **10 FEV. 1998**

CONSIDÉRANT que la cuisson de produits céramiques, parfois enduits de substances chimiques, est susceptible de générer des effluents atmosphériques chargés notamment en fluor, composés organiques volatils, oxydes de soufre et oxydes d'azote,

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses menées jusqu'à présent, ainsi que l'observation sur le terrain ont révélé un impact des rejets liquides de la société GPA sur le milieu naturel,

CONSIDÉRANT que la préservation des intérêts édictés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement impose que soient connus la nature des rejets de la société, leur impact sur le milieu naturel et les solutions de réduction de cet impact,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er :

La société GPA dont le siège social est B.P. 06 à 67430 DIEMERINGEN, représentée par son Président directeur général M. LEVY Jean-Paul, effectuera dans les délais prescrits les travaux définis aux articles 2 et 3 ci-après.

Article 2 : Rejets atmosphériques

La société GPA confiera à un organisme choisi avec l'accord de l'inspecteur des installations classées l'analyse de ses rejets atmosphériques suivant les paramètres suivants :

- fluor
- dioxyde de soufre
- oxydes d'azote
- composés organiques volatils.

Les résultats de cette analyse seront transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3 : Rejets liquides

La société GPA confiera à un organisme choisi avec l'accord de l'inspecteur des installations classées l'étude de l'impact sur le milieu naturel des rejets d'eaux résiduelles en provenance de ses installations.

Cette étude s'appuiera notamment sur :

- la recherche des intérêts à protéger
- des analyses de l'effluent et du milieu récepteur.

Elle devra déboucher sur des propositions concrètes d'amélioration dont la mise en oeuvre fera l'objet d'un échéancier technique et financier.

L'ensemble de ces documents devra être transmis à la DRIRE dans un délai de 4 mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 4 : Ampliation

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

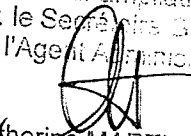
- M. le Maire de DIEMERINGEN,
- M. le Sous-Préfet de SAVERNE,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace : trois exemplaires.

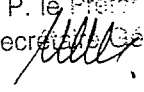
En outre, ampliation sera notifiée à M. le Directeur de la société GPA.

D'autre part, un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de DIEMERINGEN.

STRASBOURG, le 7 avril 1998



Pour ampliation
P. le Secrétaire Général,
l'Agent Administratif,

Catherine MARTIN-RIZZO

Le Préfet,
P. le Préfet

Le Secrétaire Général
MICHEL LAFON

Délai et voie de recours

Le présent arrêté préfectoral ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.